

1577^e séance

Mardi 4 décembre 1973, à 15 h 15.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIÉ (Ethiopie).

A/C.2/SR.1577

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (suite) [A/C.2/L.1328/Rev.1, A/C.2/L.1334]

1. Le PRESIDENT signale que le texte révisé (A/C.2/L.1328/Rev.1) du projet de résolution a maintenant été distribué. L'amendement présenté verbalement à la séance précédente par le représentant de l'Irak a paru sous la cote A/C.2/L.1334.

2. M. OLZVOI (Mongolie) déclare que sa délégation prendra le rapport du Secrétaire général¹ pour base de la discussion en ce qui concerne la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Cependant, le rapport ne fait que donner un aperçu général de la question; les paragraphes relatifs aux problèmes particuliers liés aux activités des sociétés multinationales ne donnent pas un tableau complet de leurs activités néfastes, qui forment la base économique du néo-colonialisme. En essayant d'empêcher les pays en voie de développement d'exercer leur droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, ces sociétés interviennent dans les affaires intérieures des Etats qui veulent renforcer leur souveraineté et leur indépendance économique. La délégation mongole s'étonne donc que le rapport ait plutôt tendance à souligner les prétendus avantages que retirent les pays en voie de développement de la présence des sociétés impérialistes. Bien entendu, ces sociétés s'adaptent à un monde en évolution dans lequel les nouveaux Etats intensifient leurs efforts pour exercer leur droit souverain à utiliser leurs richesses naturelles, mais elles continuent néanmoins à poursuivre une politique qui vise à obtenir un maximum de bénéfices.

3. En ce qui concerne le règlement des différends provoqués par la nationalisation des sociétés étrangères dans les pays en voie de développement, la délégation mongole a pour principe que la nationalisation est l'un des principaux moyens d'accéder à la pleine souveraineté sur les ressources naturelles et que, pour régler la question, il convient de s'en remettre uniquement aux décisions nationales et aux lois du pays qui a pris le contrôle des biens privés étrangers. Si l'on cherche à établir la juridiction d'organes internationaux, tels que la Cour internationale de Justice, on ouvre la porte à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats; c'est pourquoi la délégation mongole appuie l'amendement qui figure dans le document A/C.2/L.1334.

4. Passant à la question de la souveraineté des Etats concernant les ressources naturelles de la mer,

M. Olzvoi déclare que sa délégation approuve la conclusion qui se dégage logiquement du paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général. Tout en appuyant les efforts accomplis par les pays en voie de développement pour accéder à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, le Gouvernement mongol pense que l'extension excessive des eaux territoriales serait contraire à la pratique reconnue sur le plan international en ce qui concerne la haute mer, laquelle appartient au patrimoine commun de l'humanité. La délégation mongole fait donc des réserves au sujet du paragraphe 1 du projet de résolution, qui à son avis préjuge le règlement final de la question des eaux territoriales, appelée à être discutée prochainement lors de la Conférence sur le droit de la mer.

5. La délégation mongole pense en outre que le rapport du Secrétaire général aurait dû faire une place importante à la question des actes d'agression commis par certains Etats contre l'intégrité territoriale d'autres Etats. Ces actes constituent une violation non seulement du droit de souveraineté sur les ressources naturelles, mais également des principes de l'autodétermination et de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. A ce propos, la délégation mongole tient à condamner de nouveau l'occupation par Israël des territoires arabes.

6. Le rapport présente une autre grave lacune, en ce sens qu'il ne contient aucune conclusion précise sur les mesures à prendre pour assurer la réalisation complète des droits souverains des Etats sur leurs ressources naturelles. Les activités de l'ONU, et surtout celles du Conseil économique et social, devraient être développées et devraient viser à promouvoir la mise en pratique intégrale de ce principe et à défendre les droits légitimes des Etats à la libre utilisation de leurs ressources naturelles. Il serait utile, à cet égard, de poursuivre les études sur l'expérience des pays en voie de développement en ce qui concerne les nationalisations, le contrôle des investissements étrangers et la limitation des activités des monopoles capitalistes. La délégation mongole espère que la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles sera inscrite séparément à l'ordre du jour des prochaines sessions de l'Assemblée générale, ce qui faciliterait à la fois l'échange des données d'expérience et les échanges de vues à ce sujet et l'élaboration de mesures visant à assurer l'exercice intégral de cette souveraineté.

7. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) déclare que, à une époque où l'humanité commence à se rendre compte qu'un grand nombre de ressources vitales risquent d'être épuisées du fait d'un système de valeurs intrinsèquement destructif, il est bon de rappeler certains principes fondamentaux. Dans sa résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée générale a déclaré que la souveraineté permanente sur les ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du

¹ E/5425 et Corr.1 et E/5425/Add.1.

développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé. Tel est le point de départ, et tout ce qui a été dit par la suite s'explique tout simplement par la nécessité d'identifier les situations anormales ou d'indiquer les moyens les plus appropriés pour atteindre l'objectif visé. Les obstacles au développement, tout au moins dans un avenir prévisible, ne sont pas d'ordre matériel mais d'ordre social et politique, et dépendent essentiellement des rapports de force entre les Etats et entre les groupes sociaux de chaque pays. Le Gouvernement argentin, comme par le passé, prend des mesures pour que les ressources naturelles essentielles au développement et au bien-être de la population argentine soient exploitées conformément aux objectifs et aux tâches prioritaires du pays. Dans cet esprit, il condamne fermement toute mesure de force entre les Etats et toute pression visant à obliger un Etat à restreindre l'exercice de son droit inaliénable de souveraineté sur ses propres ressources. Dans la mesure où l'exploitation de ces ressources nécessite des capitaux étrangers, ceux-ci sont bien accueillis par le Gouvernement argentin, à condition que la législation nationale soit respectée; l'Argentine a pris récemment des mesures législatives garantissant que les capitaux étrangers seraient utilisés compte dûment tenu des objectifs du développement national.

8. La délégation argentine comprend que les pays en voie de développement souhaitent exercer un contrôle réel à tous les stades de l'exploitation de leurs ressources naturelles, de l'exploration à la commercialisation. C'est peut-être sur ce dernier point que les pays en voie de développement sont le plus vulnérables et la délégation argentine pense que les gouvernements devraient se montrer plus actifs à cet égard. Il est indéniable que les Etats ont le droit de prendre le contrôle de leurs ressources naturelles et les différends nés de l'exercice de ce droit doivent être réglés dans le cadre de la juridiction nationale. Le droit argentin contient des dispositions tout à fait nettes en matière d'expropriation, applicables tant aux citoyens argentins qu'aux étrangers, et la délégation argentine ne saurait admettre une forme quelconque d'ingérence dans le règlement de ces questions.

9. Vu la longue étendue de côtes que possède l'Argentine, ce pays est favorable à l'élargissement de la souveraineté nationale aux ressources naturelles de la mer. La délégation argentine approuve donc le texte du paragraphe 1 du projet de résolution qui, selon elle, s'applique à la notion de plateau continental, étant donné qu'il s'agit là d'un principe largement reconnu du droit international. Le fait que la délégation argentine soit auteur du projet de résolution montre quelle est sa position en ce qui concerne l'exercice de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, que la section VII de la Déclaration économique² adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger a contribué dans une large mesure à définir. Lorsqu'il s'agit de ressources partagées, la souveraineté d'un Etat ne doit pas l'emporter sur la souveraineté d'un autre, et la coopération devrait viser à instaurer une exploitation équitable pour tous. La délégation argentine votera pour l'amendement A/C.2/L.1334.

10. M. MUNGAI (Kenya) insiste sur l'importance que son gouvernement attache à la question complexe

et parfois controversée de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Le droit inaliénable qu'ont les Etats d'exercer une souveraineté permanente sur ces ressources est proclamé dans des résolutions de l'Assemblée générale depuis 1952. Il s'agit maintenant de se pencher sur les implications fonctionnelles et pratiques de ce principe.

11. Le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 se comprend de lui-même. Du fait d'événements survenus récemment, il est nécessaire de réaffirmer le droit inaliénable en question et d'inviter la communauté mondiale à se prononcer sur la tendance inquiétante que fait apparaître la manière dont sont réglés les différends mettant en cause l'exercice de ce droit. La délégation kényenne a sans hésitation décidé de parrainer le projet de résolution, étant donné que l'idée de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, bien qu'admise publiquement en principe par les Etats Membres, ne l'est pas réellement dans la pratique, surtout en ce qui concerne les peuples d'Afrique encore soumis à la domination coloniale et raciale. Ainsi qu'il est reconnu dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les ressources naturelles sont indispensables pour le développement véritable — par opposition à une simple croissance économique — des pays en voie de développement. Ces pays acceptent le fait qu'il se produira toujours des différends avec les intérêts étrangers et ils sont prêts à négocier ou à en référer aux tribunaux. Malheureusement, comme des événements récents l'ont montré, la situation politique internationale est telle que, quels que soient les avantages des compromis que les pays en voie de développement peuvent offrir, l'autre partie peut non seulement les rejeter, mais également étayer son refus par des pressions économiques et politiques contraires au droit, ou même par une intervention militaire. On pourrait presque conclure que la situation économique et militaire des pays en voie de développement les rend si vulnérables à des mesures extérieures de coercition que les travaux consacrés par la Deuxième Commission au principe de la souveraineté sur les ressources naturelles sont en grande partie un exercice de pure forme. La Commission et l'Assemblée générale, en l'occurrence porte-parole de la conscience du monde, doivent se prononcer sans équivoque sur la question avant qu'il ne soit trop tard.

12. En sa qualité de coauteur du projet de résolution, la délégation kényenne souhaite, au nom de ses frères africains qui ne peuvent être présents et parler pour eux-mêmes, appeler l'attention sur l'abus flagrant de la souveraineté des peuples soumis à la domination coloniale et raciale sur leurs ressources naturelles. Les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud et le régime illégal de Ian Smith en Rhodésie du Sud n'ont pas le droit de signer avec des étrangers des contrats leur permettant de piller des ressources naturelles qui appartiennent en droit à la population autochtone du Mozambique, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, de la Namibie et du Zimbabwe. La délégation kényenne est profondément préoccupée de voir que la communauté mondiale, en particulier les pays occidentaux, acceptent apparemment la situation qui existe dans ces territoires et l'exploitation arrogante de leurs ressources naturelles par les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. Elle tient à faire observer aux investisseurs

² Voir A/9330, p. 77.

étrangers, présents ou futurs, dans ces territoires, que tout accord contractuel conclu entre eux et les gouvernements portugais et sud-africain ou le régime rebelle de Ian Smith est nul en droit. Toute initiative qui vise à empêcher par la force les populations africaines autochtones de ces territoires d'exercer leur droit inaliénable de souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles doit être condamnée sans détour.

13. En ce qui concerne les ressources minérales et biologiques de la mer, le Gouvernement kényen rappelle qu'il est partie aux quatre conventions adoptées le 29 avril 1958, qui sont citées au paragraphe 30 du rapport du Secrétaire général³, mais déclare que ces conventions ne le satisfont pas pleinement car, au moment où elles ont été conclues, le Kenya était encore colonie britannique et n'avait donc pas été invité à assister à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer où elles ont été élaborées. Le Kenya, dont les intérêts n'ont pas été pris en considération lorsque les quatre conventions ont été rédigées, espère qu'elles seront rectifiées, le besoin s'en faisant sentir depuis longtemps déjà. La position du Gouvernement kényen sur les ressources de la mer territoriale, le plateau continental et les délimitations de ce dernier est reflétée dans la Déclaration sur les questions relatives au droit de la mer, adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA à sa vingt et unième session (17-24 mai 1973)⁴, déclaration dans laquelle le concept de la zone économique exclusive a été exposé. La délégation kényenne se félicite que ce concept et celui analogue de mer patrimoniale, qui visent tous deux à tenir compte des intérêts des pays sans littoral et d'autres pays défavorisés sur le plan géographique, soient appuyés par la très grande majorité des Etats Membres. La délégation kényenne recommande ces deux concepts, qui peuvent fournir la base d'un partage équitable des ressources minérales et biologiques de la mer, à l'attention de ceux qui sont appelés à codifier le droit de la mer.

14. M. ZACHMANN (République démocratique allemande) rappelle que sa délégation a préconisé au cours de la discussion générale sa position à l'égard du principe de la souveraineté sur les ressources naturelles. Cette délégation appuie sans réserve l'amendement A/C.2/L.1334, qui reflète les principes dont s'inspirent à la fois la politique du Gouvernement de la République démocratique allemande à l'égard de la souveraineté permanente et le soutien qu'il accorde aux efforts des pays en voie de développement dans ce domaine. L'adoption de l'amendement améliorerait nettement le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1.

15. M. SIDDIQ (Afghanistan) déclare que sa délégation appuie sans réserve le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et qu'elle soutiendra donc le projet de résolution. Toutefois, elle ne peut accepter le paragraphe 1, qui à son avis préjuge les travaux de la Conférence sur le droit de la mer en ce qui concerne la question des limites de la juridiction nationale. Elle ne peut non plus accepter l'utilisation de l'expression "eaux côtières" au paragraphe 4 et pense que l'on a voulu parler en fait d'"eaux territoriales". La délégation afghane a suggéré aux auteurs du projet de résolution des amendements permettant de tenir compte de ces préoccupations et

elle a également demandé que l'on ajoute le mot "étrangère" après le mot "raciale" au paragraphe 2 du dispositif. Malheureusement, ses suggestions n'ont pas été acceptées. La délégation afghane avait exprimé des réserves analogues à l'égard de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale et s'était abstenue lors du vote. En conséquence, elle ne sera pas en mesure d'appuyer les paragraphes susmentionnés, mais, avec ces réserves, elle appuiera le projet de résolution considéré dans son ensemble. Elle appuiera également l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.1334.

16. Le PRESIDENT annonce que le Burundi s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

17. M. HEMANS (Royaume-Uni) déplore que les auteurs aient apparemment déterminé qu'un consensus était hors de question. Cette attitude n'est pas conforme à l'accueil en grande partie favorable réservé au cours de la présente session de l'Assemblée générale aux divers appels lancés par le Président du Conseil économique et social pour que les décisions soient prises par consensus. La délégation britannique est fermement convaincue qu'il est temps que l'Assemblée et le Conseil renoncent aux affrontements stériles sur l'interprétation purement juridique des questions et coopèrent en vue d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles du globe. L'adoption récente par la Commission d'un projet de résolution sur le fonds de roulement envisagé pour l'exploration des ressources naturelles a beaucoup plus de valeur à cet égard que des projets rétrogrades du genre de celui dont la Commission est saisie. De toute évidence, les ressources naturelles ne présentent guère d'avantages, voire pas du tout, pour les pays dans lesquels elles sont situées, si elles ne sont pas exploitées. Il convient de mettre au point une exploitation rationnelle assortie de mesures de conservation et prévoyant de justes avantages pour toutes les parties. Les pays en voie de développement ont besoin d'un financement d'origine extérieure qui doit produire des revenus équitables. Au paragraphe 50 de la Stratégie internationale du développement, ces pays se sont engagés à adopter les mesures voulues pour attirer, encourager et utiliser efficacement les capitaux privés étrangers, compte tenu des secteurs pour lesquels ces capitaux devraient être recherchés et de l'importance qu'il y a, pour les attirer, à leur offrir des conditions qui encouragent un investissement soutenu. Ces conditions sont particulièrement importantes, et pourtant le projet de résolution, loin de chercher à progresser dans ce sens, contient un certain nombre de mesures rétrogrades.

18. En ce qui concerne le détail du projet de résolution, la première difficulté de la délégation britannique vient du sixième alinéa du préambule. Au paragraphe 74 de la Stratégie, il est dit que le plein exercice par les pays en voie de développement de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles jouera un rôle important pour ce qui est d'atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le libellé du sixième alinéa du préambule va beaucoup plus loin et la délégation britannique pense qu'il devrait être aligné sur le libellé de la Stratégie. La base de la dernière partie de cet alinéa est le faux raisonnement sous-jacent à bon nombre de discussions de caractère purement légaliste qui ont eu lieu sur ce sujet. Il ne fait aucun

³ E/5425 et Corr.1.

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 21*, p. 6.

doute que les Etats ont un droit souverain sur leurs ressources naturelles; il ne s'ensuit pas toutefois qu'ils doivent nationaliser l'exploitation et la commercialisation de ces ressources. D'ailleurs, la plupart des pays auteurs du projet de résolution ne l'ont pas fait et la délégation britannique se demande donc pourquoi ce paragraphe semble prôner la nationalisation.

19. La principale objection de la délégation britannique concerne le paragraphe 1 du dispositif, où est réaffirmée la partie pertinente de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale. Il ne suffit pas de réaffirmer une résolution antérieure pour renforcer, si peu que ce soit, le crédit dont jouit l'Assemblée, et du reste ce paragraphe va beaucoup plus loin que la position adoptée par la Conférence d'Alger en ce qui concerne le droit de la mer ou que celle qui figure dans la section de la Déclaration économique relative à la souveraineté permanente dans laquelle il n'est fait aucune mention des ressources marines. On ne saurait mieux illustrer le caractère essentiel de ce paragraphe qu'en rappelant que, dans la version originale du projet de résolution (A/C.2/L.1328), on avait, sans doute par inadvertance, réaffirmé les droits des Etats en ce qui concerne la souveraineté permanente sur les eaux sus-jacentes à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale. La délégation britannique aurait pu accepter cette affirmation, mais la publication d'un rectificatif, suivi d'une version révisée indique tout à fait clairement que les auteurs tiennent à ce que l'Assemblée générale réaffirme les droits des Etats à la souveraineté permanente sur des ressources situées à l'extérieur des limites de leur juridiction nationale, ce qui est une contradiction flagrante dans les termes. Lorsqu'elles ont expliqué leur vote à la 1573ème séance sur le projet de résolution relatif aux pays sans littoral (A/C.2/L.1310/Rev.2), de nombreuses délégations ont précisé que ce texte ne devait pas préjuger les décisions que prendrait la Conférence sur le droit de la mer, et la délégation britannique est donc surprise de constater que certains de ceux qui avaient insisté sur ce point à ce moment-là font maintenant des efforts tout aussi énergiques pour qu'il en soit autrement. Cette délégation propose donc de revenir au libellé du document A/C.2/L.1328, de façon que la fin du paragraphe se lise comme suit : "de leur sous-sol et des eaux sus-jacentes, à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale". Comme la délégation britannique attache une grande importance, par principe, à la question de savoir si un pays peut ou non affirmer sa souveraineté sur des ressources situées à l'extérieur des limites de sa juridiction nationale, le représentant du Royaume-Uni demande qu'il soit procédé à un vote par appel nominal sur cette proposition.

20. De plus, le paragraphe 2 laisse supposer que la souveraineté permanente ne peut être garantie que par la nationalisation. La délégation britannique ne peut accepter ce point de vue, car, si elle proclame que les pays en voie de développement ne doivent pas être exploités, au sens péjoratif du terme, elle considère qu'il n'est ni rationnel ni équitable de suggérer que l'Assemblée générale adopte une disposition appuyant tout ce que peuvent faire ces pays en matière d'exploitation des ressources naturelles. Ce paragraphe donne également à entendre que les ressources des territoires non autonomes sont exploitées au profit de populations autres que celles des territoires en ques-

tion. Il n'en est pas ainsi dans les derniers territoires coloniaux du Royaume-Uni.

21. La délégation britannique ne peut accepter l'amendement A/C.2/L.1334, car il n'est pas conforme au droit international en vigueur et laisse en outre supposer qu'il convient d'encourager les nationalisations. En dépit des assurances données par le représentant de l'Irak, la délégation britannique estime que cet amendement ne pourra que décourager les investissements dans les pays en voie de développement; ceux-ci ont parfaitement le droit de faire ce qu'ils veulent, mais ce genre de mesure n'est pas conforme à la Stratégie internationale du développement. C'est pourquoi il n'est pas logique d'incorporer dans le projet de résolution une formulation de caractère aussi radical.

22. Si la délégation britannique n'est pas en mesure d'appuyer le paragraphe 3, c'est simplement parce que les prétendus droits souverains mentionnés au paragraphe 1 auxquels il renvoie vont plus loin que le droit international en vigueur. En outre, elle regrette que l'auteur principal du projet de résolution ait jugé bon de s'exprimer en des termes aussi passionnés, qui semblent viser une situation particulière; le Gouvernement britannique déplore grandement le recours à la force et agit en tout temps conformément à cette position.

23. M. Hemans, plutôt que de répéter à l'égard des termes utilisés au paragraphe 4 les objections de sa délégation, voudrait simplement proposer que les mots "contrairement au droit international" soient insérés entre les mots "Etats" et "pour exercer" et que l'expression "eaux côtières" soit remplacée par l'expression "eaux territoriales". La raison de ces amendements est évidente; s'il est possible de prendre des mesures qui, bien que conformes au droit international, peuvent ne pas être interprétées de cette manière par certains pays, il n'est guère possible que des mesures soient contraires à la Charte si elles sont conformes au droit international. Le terme "côtières" est vague et ne signifie rien en droit international, contrairement au terme "territoriales". Le représentant du Royaume-Uni constate également que les mesures dont on dit qu'elles vont à l'encontre de la Déclaration contenue dans la résolution 2625 (XXV) sont citées différemment dans ladite déclaration; cependant, la délégation britannique s'abstiendra de proposer un amendement à ce sujet.

24. On peut faire une remarque du même ordre au sujet du paragraphe 5, étant donné que l'expression "et contre l'exercice de sa juridiction nationale" ne figure pas dans la Déclaration; mais là encore, la délégation britannique ne proposera pas formellement que ces mots soient supprimés.

25. Comme la délégation britannique a voté contre la résolution 1737 (LIV) du Conseil économique et social, elle ne peut pas appuyer le paragraphe 6 du projet de résolution. Elle espère que, si les auteurs du projet manifestent la volonté politique nécessaire, il sera possible de supprimer les parties du texte qui sont inacceptables, afin qu'il puisse être adopté par consensus.

26. M. BARODY (Arabie Saoudite) déclare que l'objet du projet de résolution à l'étude est de garantir de façon ordonnée, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, la protection des droits des Etats

Membres qui ne sont pas des puissances mondiales. Le droit international est difficile à interpréter en raison de l'existence de tant de systèmes différents; aussi l'invoque-t-on parfois pour embrouiller une question particulière ou affaiblir les droits des Etats. Il est difficile de savoir qui doit interpréter le droit international.

27. Le droit à l'autodétermination, qui est la pierre angulaire du projet de résolution, a été mentionné en termes généraux dans le Pacte de la Société des Nations, ainsi que dans la Charte des Nations Unies. Certains pays comme le Royaume-Uni ont nationalisé un certain nombre de leurs industries et on ne voit pas pourquoi ce qui est bon pour les uns ne le serait pas pour les autres. Le représentant de l'Arabie Saoudite est tout disposé à défendre la souveraineté du Royaume-Uni, et il espère que ce pays fera de même pour tous les Etats, en particulier pour ceux qui étaient jadis soumis à son joug colonial. Au paragraphe 1 de l'article premier du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale], il est dit qu'en vertu du droit à l'autodétermination tous les peuples déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Au paragraphe 2 de l'article premier du Pacte, il est dit que pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles et, également, qu'en aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

28. Après avoir mentionné les incidents récemment survenus entre le Royaume-Uni et l'Islande, le représentant de l'Arabie Saoudite déclare qu'il faut défendre les droits d'un pays comme l'Islande, car tous les Etats Membres sans exception peuvent avoir un jour à affronter les difficultés que connaît aujourd'hui ce pays. Au paragraphe 3 de l'article premier du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Etats parties au Pacte sont priés de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de respecter ce droit. M. Baroody est convaincu que le peuple et le Gouvernement britanniques, dont la réputation de *fair play* est universelle, ne voudront en aucune façon enfreindre les droits souverains d'autres Etats ou priver un Etat quelconque de ses moyens de subsistance.

29. L'amendement proposé par l'Algérie, l'Irak et la République arabe syrienne (A/C.2/L.1334) est tout à fait acceptable. Il n'existe aucun motif valable de s'opposer à la nationalisation. Aux Etats-Unis, on rend les Etats arabes responsables de la crise de l'énergie. Si seuls la presse et les autres moyens d'information avaient formulé des accusations partiales, M. Baroody n'en aurait tenu aucun compte; mais il ne peut accepter que, dans leurs remarques, des parlementaires responsables utilisent des termes comme "extorsion" et "chantage". Il est grave de constater que des parlementaires sérieux tiennent des propos aussi peu sérieux. Au lieu de proférer des menaces, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ferait mieux de mesurer ses paroles et de s'exprimer de façon un peu plus courtoise.

30. On voit mal comment l'on peut soulever une objection quelconque à l'égard du paragraphe 1 du projet de résolution. Les grandes puissances mondiales ne permettent à personne de s'immiscer dans leurs affaires intérieures, économiques ou autres. Mais quand de

petits Etats essaient de se protéger et de défendre les droits qui garantissent leur survie, on les critique, on les injurie et on essaie d'éluder adroitement la question par la dialectique. Les grandes puissances doivent reconnaître que les autres pays ont le droit de vivre. Elles doivent respecter les petits pays comme l'Islande et rester courtoises lorsqu'elles parlent de l'embargo sur le pétrole, avec lequel, contrairement à ce que révèle l'arme atomique, on ne risque pas de verser le sang.

31. Les pays du Moyen-Orient ont 6 000 ans d'histoire attestée derrière eux. Les Etats-Unis au contraire sont encore un pays jeune et il ne faut pas qu'ils se laissent ensorceler par les progrès les plus superficiels de la technique. Ce n'est pas dans les progrès de ce genre que réside le bonheur, mais dans le fait de pouvoir compter sur soi-même.

32. Le représentant de l'Arabie Saoudite espère que tous les membres de la Commission appuieront sans réserve le projet de résolution ainsi que l'amendement y relatif.

33. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a pris note du cours de savoir-vivre, de morale et d'histoire que vient de donner le représentant de l'Arabie Saoudite. Tout en reconnaissant à ce dernier le droit d'exprimer ses opinions, elle repousse ce qu'il a dit du Secrétaire d'Etat et rejette l'interprétation qu'il a donnée de ses observations.

34. En ce qui concerne le projet de résolution à l'examen, M. Sanders fait observer que les Etats-Unis ont toujours appuyé la notion de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles en conformité du droit international, telle qu'elle est énoncée dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Toutefois, l'élément d'équilibre présent dans cette dernière résolution ne se retrouve pas dans le projet de résolution, où les droits des pays détenteurs des ressources naturelles sont montés en épingle alors qu'on ne fait aucun cas des arrangements contractuels que d'autres pays peuvent avoir conclus avec eux.

35. M. PAGUAGA (Nicaragua) signale que sa délégation avait attiré l'attention sur le fait que les mots "ou peuples" qui, dans les autres versions du paragraphe 4 du dispositif, précèdent le membre de phrase "qui procèdent à la refonte de leur structure interne", n'apparaissent pas dans le texte espagnol du projet de résolution A/C.2/L.1328. Cette erreur n'a pas été rectifiée dans le texte du projet de résolution révisé dont la Commission est saisie.

36. La délégation nicaraguayenne se réserve le droit de revenir en temps opportun sur d'autres imperfections de traduction. Il ne s'agit pas toujours de points d'ordre purement technique. Pour citer un exemple, le mot "*know-how*" apparaît parfois dans la version espagnole des textes, alors qu'il existe, pour exprimer cette notion, un mot espagnol tout à fait satisfaisant. L'espagnol est une des langues de travail de l'Assemblée générale et il est tout aussi important que l'anglais et le français.

37. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que l'erreur qui s'est glissée dans le paragraphe 4 de la version espagnole du projet de résolution est d'ordre purement technique; il a appelé l'attention de services du Secrétariat sur cette question et peut donner au

représentant du Nicaragua l'assurance que cette erreur sera rectifiée.

38. M. PAGUAGA (Nicaragua) accepte l'explication du Secrétaire de la Commission et le remercie de s'être occupé de cette question.

39. M. JOSEPH (Australie) dit que le Gouvernement australien est bien décidé à exercer un certain contrôle sur les vastes ressources naturelles du pays, qui dans une large mesure appartiennent à des intérêts étrangers. D'une manière générale, le Gouvernement australien est favorablement disposé à l'égard de la teneur du projet de résolution; M. Joseph indique que, malgré quelques réserves, il votera en sa faveur. Si la plupart des principes incorporés dans le projet de résolution ne prêtent à aucune critique, le langage utilisé aurait gagné par contre à être moins strident et moins passionné. Par ailleurs, la délégation australienne ne peut souscrire à l'interprétation du droit international qui apparaît dans l'amendement (A/C.2/L.1334). En effet, le droit qu'ont les pays de procéder à des nationalisations, droit qui a été proclamé dans diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, s'accompagne du devoir de verser promptement une indemnisation effective et adéquate. Ainsi qu'il est stipulé dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, dans tous les cas où les voies de recours nationales sont incapables de régler une controverse au sujet de l'indemnisation, le différend doit être soumis à un règlement judiciaire international.

40. M. BAROODY (Arabie Saoudite), exerçant son droit de réponse, estime que le savoir-vivre est un élément très important des relations entre Etats. Si, aux Etats-Unis d'Amérique, la presse était seule à dénigrer les Etats arabes, M. Baroody n'aurait pas pris la peine de soulever la question; mais il se fait que des membres du Congrès et des membres du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ont eux aussi lancé des accusations. M. Baroody défie le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de préciser quelles sont les contre-mesures auxquelles il songe. La Central Intelligence Agency des Etats-Unis se livre à des activités subversives à l'étranger: sont-ce ces activités que vise le mot "contre-mesures"? Les Etats arabes opposeront une ferme résistance aux Etats-Unis, qui ne recevront pas une goutte de pétrole.

41. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, repousse les allusions du représentant de l'Arabie Saoudite à certains membres, politiques et départements du Gouvernement des Etats-Unis.

42. M. BAROODY (Arabie Saoudite) dit que le fait de les repousser ne change rien à la chose.

43. M. MORDEN (Canada) indique que sa délégation appuie volontiers le projet de résolution dans son ensemble. Toutefois, pour nombre des raisons évoquées par le représentant de l'Australie en ce qui concerne le développement des principes du droit international, la délégation canadienne considère le paragraphe 2 du dispositif comme inapproprié dans le contexte du projet de résolution. Tout en appuyant bon nombre des opinions qui trouvent leur expression dans ce paragraphe, le Gouvernement canadien estime qu'elles devraient figurer à l'endroit voulu dans une résolution appropriée. Les projets de résolution concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles comptent

parmi les plus importants qui sont soumis à la Deuxième Commission et surtout pour ce qui a trait aux principes du droit international qui devront être élaborés en matière de souveraineté permanente. Le représentant du Canada demande un vote séparé sur le paragraphe 2 du dispositif.

44. La délégation canadienne est en mesure d'accepter la proposition du représentant du Royaume-Uni tendant à insérer les mots "contrairement au droit international" dans le paragraphe 4 du dispositif, mais elle ne peut appuyer les autres amendements britanniques.

45. M. VALDES (Bolivie) indique que sa délégation appuie l'amendement britannique au paragraphe 1 parce que ce paragraphe va à l'encontre des intérêts des pays sans littoral et que, de ce fait, il préjuge les travaux de la Conférence sur le droit de la mer. La délégation bolivienne appuie également la proposition britannique tendant à remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, le mot "côtières" par le mot "territoriales".

46. M. SCHRAM (Islande), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, indique que ceux-ci n'ont pu accepter la proposition du représentant de l'Afghanistan tendant à supprimer les mots "et celles des eaux sus-jacentes" au paragraphe 1 du dispositif, car, tout en étant très conscients des intérêts des pays sans littoral, ils estiment extrêmement important d'englober les ressources du milieu marin dans la notion de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

47. Les auteurs ne sont pas d'accord avec ceux qui estiment que le projet de résolution préjuge les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer. Ils ont soigneusement évité toute mention, dans le texte, des limites des zones marines, question qui doit être examinée par la Conférence. Les auteurs s'opposent vivement à l'amendement britannique au paragraphe 1 du dispositif. Leur intention est en effet de réaffirmer une résolution que l'Assemblée générale a adoptée à sa vingt-septième session à une large majorité; toute modification apportée à ce paragraphe irait à l'encontre de cette intention. De plus, le projet de résolution porte sur la zone qui relève de la juridiction nationale et non pas sur celle qui est le patrimoine commun de l'humanité.

48. Les auteurs rejettent également la proposition du Royaume-Uni tendant à remplacer au paragraphe 4 le mot "côtières" par le mot "territoriales", étant donné que les ressources du milieu marin revêtent une importance considérable pour les Etats côtiers et que, dans de nombreux cas, ces ressources sont situées en dehors des eaux territoriales. Ils s'opposent également à ce que les mots "contrairement au droit international" soient insérés dans ce paragraphe, le droit international étant vague sur ce sujet. Les auteurs font instamment appel aux membres de la Commission pour qu'ils rejettent les amendements du Royaume-Uni et votent pour le projet de résolution, réaffirmant, ce faisant, les principes importants qui y sont énoncés.

49. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit que le droit international, tel qu'il est énoncé par exemple dans la Convention de 1958 sur le plateau continental⁵, reconnaît certaines limites précises à la juridiction nationale sur le fond des mers et son sous-sol. Les eaux sus-jacentes sont celles qui sont situées au-dessus du

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, 1964, p. 311.

plateau continental, lequel est défini d'après la profondeur. Le paragraphe 1 du dispositif réaffirme en termes précis la souveraineté permanente sur les ressources des eaux sus-jacentes qui sont définies comme se trouvant en-dehors des limites de la juridiction nationale. La Commission ne devrait pas aggraver l'erreur faite par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, d'autant plus que la Conférence sur le droit de la mer vient de commencer ses travaux. M. Hemans invite donc instamment la Commission à approuver ses amendements.

50. M. FASLA (Algérie) suppose que les auteurs du projet de résolution acceptent l'amendement A/C.2/L.1334, qui sera inséré comme nouveau paragraphe 3. S'il en est ainsi, les auteurs de l'amendement — Algérie, Irak, République arabe syrienne — souhaitent se porter auteurs du projet de résolution.

51. M. SCHRAM (Islande) déclare que les auteurs du projet de résolution acceptent en effet l'amendement.

52. Quant aux remarques du représentant du Royaume-Uni concernant le paragraphe 1 du projet de résolution, le représentant de l'Islande réaffirme que les auteurs ne demandent pas à la Commission de prendre une décision à l'égard des zones situées en dehors de la juridiction nationale et que la question des limites relève effectivement de la Conférence sur le droit de la mer.

53. En réponse à une question de M. HAMID (Soudan), le PRÉSIDENT déclare que, puisque l'amendement A/C.2/L.1334 a été accepté par les auteurs et inséré comme nouveau paragraphe 3 dans le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1, les paragraphes suivants du projet de résolution doivent être renumérotés comme il convient.

54. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) propose que le paragraphe 4 du dispositif renuméroté se termine par les mots "aux paragraphes 1, 2 et 3".

55. M. JOSEPH (Australie) demande qu'il soit procédé, vu les remarques qu'il a faites préalablement, à un vote séparé sur le nouveau paragraphe 3. Etant donné que la délégation australienne a l'intention de s'abstenir lors du vote sur ce paragraphe, elle devra également s'abstenir sur le paragraphe 4 sous sa forme révisée par le représentant de l'Irak.

56. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni prévoyant l'insertion des mots "contrairement au droit international" entre les mots "Etats" et "pour exercer", au paragraphe 5 renuméroté.

Par 72 voix contre 36, avec 15 abstentions, l'amendement est rejeté.

57. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni visant à remplacer le mot "côtières", du paragraphe 5 renuméroté, par le mot "territoriales".

Par 72 voix contre 28, avec 20 abstentions, l'amendement est rejeté.

58. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur l'amendement oral du Royaume-Uni au paragraphe 1.

Sur la demande du représentant du Royaume-Uni, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Chili, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Mongolie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Singapour, Afrique du Sud, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Afghanistan, Autriche, Belgique, Bolivie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Votent contre : Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, Ghana, Guinée, Guyane, Honduras, Islande, Indonésie, Iran, Kenya, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Togo, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Algérie, Argentine, Australie, Bahreïn, Brésil, Cameroun, Canada.

S'abstiennent : Danemark, France, Inde, Irak, Israël, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Roumanie, Rwanda, Espagne, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Haute-Volta, Zambie, Barbade, Bhoutan, Birmanie, République centrafricaine, Tchad.

Par 53 voix contre 23, avec 39 abstentions, l'amendement est rejeté.

59. Le PRÉSIDENT invite la Commission à procéder au vote sur le nouveau paragraphe 3.

60. M. GALLARDO MORENO (Mexique) et M. KANDE (Sénégal) suggèrent des modifications de rédaction portant respectivement sur les textes espagnol et français.

61. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare qu'il sera tenu compte de ces suggestions quand la version finale du texte sera préparée.

Sur la demande du représentant de l'Irak, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Mali, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique,

République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Guinée, Guyane, Hongrie, Islande, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi.

Votent contre : Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon.

S'abstiennent : Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Portugal, Rwanda, Singapour, Afrique du Sud, Suède, Thaïlande, Turquie, Australie, Autriche, Barbade, Canada, Danemark, Finlande, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Libéria, Malaisie.

Par 81 voix contre 11, avec 23 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

62. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur le paragraphe 2, pour lequel a été demandé un vote séparé.

Par 93 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

63. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.1328/Rev.1), tel qu'il a été révisé.

Sur la demande du représentant de l'Islande, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Pologne, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie,

Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines.

Votent contre : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège.

Par 99 voix contre une, avec 15 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté.

Organisation des travaux de la Commission

64. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) demande que les nominations par groupes régionaux au Comité préparatoire pour la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1, soient communiquées au Secrétariat le lundi 10 décembre 1973 au plus tard.

La séance est levée à 18 h 25.

1578^e séance

Mercredi 5 décembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1578

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (*fin*)

1. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) déclare que, tout en réaffirmant son adhésion au principe fondamental de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, la délégation du Portugal s'est abstenue avec regret lors du vote concernant le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 car elle estime qu'on y a introduit des questions de caractère politique hautement controversées et qui ont suscité des

interprétations desquelles elle entend se dissocier complètement.

2. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la position de l'Union soviétique à l'égard de la souveraineté inaliénable des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles est bien connue. L'Union soviétique appuie activement les intérêts de ces pays et est opposée à toute tentative visant à faire pression directement ou indirectement sur les Etats qui, ayant acquis le droit d'assurer leur développement dans l'indépendance, ont entrepris d'édifier leur économie et de réaliser des transformations sociales et économiques hardies; elle défend les droits de ces pays sur les richesses naturelles qui leur appartiennent. En conformité de cette position de principe, la délégation soviétique a voté pour le